

IL DEVRAIT RETROUVER SON POSTE DE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU RND

Le retour d'Ouyahia se précise

Ahmed Ouyahia reprendra prochainement son ancien poste de secrétaire général du Rassemblement national démocratique. «C'est tranché et la question fait consensus en haut lieu», nous confie une source très bien informée. Il ne reste plus qu'à fixer un timing et la formule que l'on choisira, fort probablement une session extraordinaire du conseil national du parti, pour concrétiser ce retour.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est ce qui explique d'ailleurs les deux dernières apparitions du directeur de cabinet de la présidence de la République aux activités du parti, pour la première fois depuis deux ans. La première, un peu discrète, a eu lieu le 4 janvier dernier lorsque Ouyahia assistait à la cérémonie de renouvellement du bureau d'Alger.

Cela, avant d'assister, les 8 et 9 janvier, à la troisième session du conseil national du RND qui s'était déroulée à la mutuelle de la centrale syndicale de Zeralda. La présence de Ouyahia, durant deux jours, aux travaux de cette session n'avait pas du tout «enchante» l'actuel secrétaire général du parti Abdelkader Bensalah.

Et cela était visible ! Très mal à l'aise, tendu, le président du Sénat, d'habitude un

modèle en matière d'attitude et de discours «diplomatique», n'aura, à aucun moment, cité le nom de son prédécesseur qui se trouvait pourtant juste en face de lui. Bien au contraire, il fera en sorte de concocter une intervention qui se voulait un véritable réquisitoire de l'ère ... Ouyahia à la tête du parti !

Ce comportement de Bensalah, tout comme la présence de Ouyahia étaient déjà un signe. «Jamais Ouyahia ne se serait rendu sur les lieux, d'une manière aussi ostentatoire et sachant le poste qu'il occupe, s'il n'avait pas eu l'aval d'en haut» nous confie-t-on encore.

A vrai dire, le retour de Ouyahia à la tête du parti est une décision du pouvoir. Elle est motivée par le souci de ce même pouvoir de réoccuper le terrain. «Depuis l'accession de Abdelkader Bensalah à la tête du parti, le RND est devenu complètement aphone. Or, le RND n'est pas le Conseil de la nation.

Le pouvoir a besoin d'un parti agressif qui sache faire face à l'opposition», nous révèle notre source. Il faut dire que, depuis deux ans, les deux principaux partis du pouvoir, le RND et le FLN, ne donnent plus de la voix, ou rarement.

«Seul Amar Saâdani occupe ce terrain-là mais comme il n'a jamais fait consensus au sein des différents cercles du pouvoir, il ne



Ahmed Ouyahia.

peut être considéré que comme un chargé de mission pour une partie contre une autre et non pas la voix même du pouvoir.» Ce dernier rôle, Ouyahia l'a toujours joué mieux que quiconque. Pendant des années, Ouyahia, secondé par Abdelaziz Belkhadem, incarnait, au plan politique, le pouvoir dans ses différentes composantes.

Ce qui n'est plus le cas avec un Bensalah qui ne s'implique jamais dans le débat politique ou un Saâdani dont le plus haut «fait d'armes» est d'avoir ouvert le feu sur ... les services.

«Un homme comme Ouyahia, plusieurs fois chef du gouvernement, deux fois directeur de cabinet sous Zeroual et Bouteflika et plusieurs années patron du RND constitue le profil idéal pour fédérer les partis du pouvoir, à savoir le RND, le FLN, le MPA et le TAJ et d'incarner la voix même du pouvoir en général».

Bouteflika, qui l'avait éliminé du RND en janvier 2013 après l'avoir écarté du gouvernement en septembre 2012 lorsqu'il préparait le terrain pour son quatrième mandat, a dû le rappeler pour donner de la consistance à la première institution du pays, la présidence de la République qui manquait cruellement de pilote à bord après son lourd AVC du 27 avril 2013.

L'absence physique et surtout «orale» de Bouteflika rend également nécessaire ce retour de Ouyahia à la tête du RND. «De la sorte, l'actuel directeur de cabinet de la présidence, car il le restera, pourra s'exprimer et il le fera souvent, à travers un parti», le RND, nous explique enfin notre source.

K. A.

GESTION DE LA CRISE ÉNERGÉTIQUE ET DE LA SITUATION DANS LE SUD DU PAYS :

Benflis épingle Bouteflika et le gouvernement

Le Pôle des forces du changement, la coalition d'une vingtaine de partis que préside l'ancien chef du gouvernement, Ali Benflis, épingle le pouvoir. Dans un communiqué rendu public hier à l'issue de sa réunion périodique et signé par Ali Benflis, le Pôle fait un constat cinglant de la situation du pays: «La vacance au sommet de l'Etat s'accommode désormais d'une vacance manifeste du gouvernement.» En clair, c'est Bouteflika qui est ciblé.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Le communiqué insiste sur deux questions qui font l'actualité «brûlante» depuis quelque temps pour illustrer cet état de fait : les manifestations dans le Sud et la chute des prix des hydrocarbures. «Le Pôle des forces du changement exprime sa profonde préoccupation et sa vive inquiétude quant à la détérioration continue de la situation dans le sud du pays, et en particulier à In Salah, en raison de la gestion unilatérale, autoritaire et irresponsable du dossier de l'exploitation du gaz de schiste» et pas seulement. Pour le



Ali Benflis.

Pôle, «le pouvoir politique porte l'entière responsabilité de la transformation de nombreuses régions du sud du pays en foyers de crises et de tensions par son refus d'être à l'écoute des préoccupations légitimes de nos concitoyennes et nos concitoyens et par

son abandon du dialogue et de la concertation indispensables sur les grandes affaires concernant l'ensemble de la nation». Une situation que le Pôle impute à «l'absence du pouvoir» politique» due à «la vacance du pouvoir» qui est elle-même «une situation inédite et qui soumet à rude épreuve l'intégrité de l'Etat, la cohésion de la nation et les équilibres fondamentaux de notre société». Ce, avant d'exprimer son indignation et sa «réprobation des propos mettant en doute la sincérité de l'engagement patriotique de nos concitoyens dans le Sud» en attribuant cette situation «à des facteurs étrangers».

Sur ce sujet, enfin, le Pôle ne manquera pas de «mettre en garde contre toute tentation d'un traitement sécuritaire des revendications et demandes légitimes qui sont en vérité essentiellement d'ordre politique, économique et social». Par ailleurs, le Pôle s'en prendra violemment au gouvernement «qui persiste à se dispenser de son devoir de vérité envers le peuple algérien s'agissant de la gravité exceptionnelle de la crise énergétique et de l'ampleur de ses répercus-

sions sur l'économie du pays. Une telle attitude, lit-on encore dans le même communiqué, semble lui (le gouvernement, ndlr) être imposée par l'incapacité, l'impuissance et le désarroi dans lesquels il se trouve face à la complexité de cette crise devant laquelle il s'est révélé imprévoyant». Avant de constater encore que «toute la gestion gouvernementale de cette crise apparaît plus réduite à l'improvisation, à la fuite en avant, aux incohérences et aux contradictions». Face à de tels défis, à savoir la gestion des grandes crises, «le Pôle conclut qu'un régime politique dépourvu de légitimité et de confiance n'est ni en capacité de produire les politiques courageuses que cette situation exige, ni en position de proposer une stratégie de riposte».

Il y a une semaine, Ali Benflis avait également lourdement «bombardé» le pouvoir, Bouteflika en particulier, lors de sa conférence de presse à travers laquelle il imputait tous les problèmes du pays à «la vacance du pouvoir».

K. A.

LOUISA HANOUNE DÉFEND L'EXPLOITATION DU GAZ DE SCHISTE :

«Une nécessité nationale»

Plus que défendre l'option de l'exploitation du gaz de schiste, la secrétaire générale du Parti des travailleurs s'est faite l'avocate du ministre de l'Energie, victime, selon elle, d'une véritable «cabale», au même titre d'ailleurs que la compagnie nationale Sonatrach.

M. Kebci-Alger (Le Soir) - Et pour Louisa Hanoune qui consacrait, hier mardi, une conférence de presse, exclusivement à ce sujet objet d'un large mouvement de désapprobation à In Salah, dans le sud du pays, la perspective d'un remaniement ministériel n'est pas étrangère à cette campagne, avec, dira-t-elle, les «ambitions» de certains de prendre ce secteur et d'autres «cercles qui veulent prendre le monopole du secteur» après avoir fait la même chose dans d'autres activités.

La patronne du PT mettra également en cause deux sociétés hexagonales, visible-ment «pas très ravies» de n'avoir pas été

suffisamment servies et qui ont déclaré une guerre à notre compagnie nationale des hydrocarbures, avec l'arrière-pensée de «tout prendre».

«Sonatrach a été accusée de tous les maux comme si ses cadres étaient tous des Chakib Khellil. Non, Sonatrach est notre fierté nationale et la propriété de la collectivité nationale», soutiendra avec force Hanoune, pour qui l'exploitation du gaz de schiste est «une nécessité nationale».

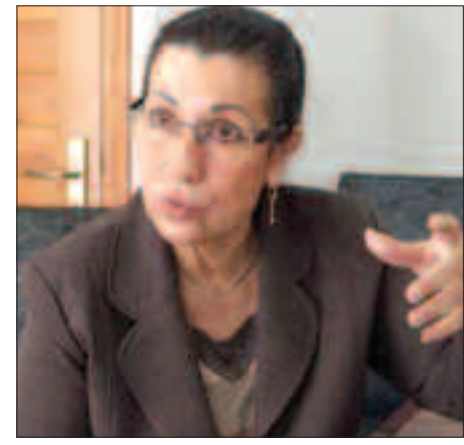
Et d'arguer cela par le «doublement» de la demande nationale en gaz d'ici seulement quinze ans. Plus que cela, elle soutiendra que se passer de cette richesse dont regorge le pays serait, selon elle, «commettre un crime contre-nature».

Estimant que le projet d'exploitation du gaz de schiste est une question politique avant qu'elle ne soit technique», la secrétaire générale du PT soutiendra que la contestation à In Salah contre cette option a pris une tournure «inquiétante» et «dangereuse» avec l'apparition, selon elle, de slogans

et autres mots d'ordre «étranges», voire dangereux», qui n'ont rien à voir avec le sujet du gaz de schiste. Et là, Hanoune pointera du doigt une «certaine presse qui s'engouffre, s'oublie et se fait le porte-parole de certains individus», poussant ainsi vers le «pourrissement».

Et de donner l'exemple de cette petite fille apostrophée à ce sujet par un confrère et qui a estimé que l'exploitation de l'énergie solaire est moins onéreuse que celle du gaz de schiste. Ceci, même si Hanoune concède aux populations du Sud le droit aux craintes liées à l'impact environnemental d'une telle option, affirmant que tout est dans la nouvelle loi sur l'énergie adoptée par le Parlement en janvier 2013 qui avait fait, selon elle, l'objet d'un large débat et qui consacre clairement l'option de l'exploitation des énergies non conventionnelles dont justement le gaz de la roche mère.

Rappelant que le gaz de schiste est présent aussi bien au Sud qu'au centre du pays et même en off-shore, Hanoune s'interroge



Louisa Hanoune.

sur cette nécessité relevée par certains analystes autoproclamés, de s'en remettre aux populations à chaque projet.

Une réflexion que Hanoune assimile tout simplement à la destruction de ce même Etat, voire à un «non-Etat».

M. K.